Mesdames, Messieurs,

Mon premier mot sera pour remercier notre hôte, Monsieur le Président Hery **Rajaonarimampianina,** et toute la population malgache pour leur accueil fraternel.

Et mes remerciements iront ensuite à notre Secrétaire générale, Madame Michaëlle Jean, pour cette invitation à m’exprimer lors de l’ouverture de ce XVIe Sommet.

**Gilles Vigneault**, qui fut l’un de nos chantres, disait : « *La Francophonie, c'est un vaste pays, sans frontières. C'est celui de la langue française. C'est le pays de l'intérieur. C'est le pays invisible, spirituel, mental, moral qui est en chacun de nous* ».

Mais, cette semaine, cette « patrie commune » chère à Camus, ce « pays intérieur » de Vigneault, nous en faisons l’expérience, sous l’une de ses facettes bien visible et bien concrète.

Au cœur d’un pays de cette Afrique ô combien emblématique de ce qu’est et sera plus encore demain la Francophonie internationale. Au cœur d’un pays rentré par la grande porte dans la communauté des siens et résolu à contribuer à son avenir.

Parler de Francophonie, c’est parler du monde ! Et notre monde, hélas, n’est pas sans nous inquiéter, étant en proie à de multiples facteurs de déstabilisation.

Parmi ceux-ci, le terrorisme et l’extrémisme violent occupent une position dramatiquement obsédante, de par l’unanime répulsion qu’ils suscitent.

Mais le terrorisme et la multiplication des conflits qui génèrent drames et déplacements de populations sont loin d’être les seuls facteurs de déstabilisation et d’angoisse que nous devons affronter ensemble.

La mondialisation, qui nous promettait monts et merveilles, n’a pas produit l’humanisme planétaire espéré.

La crise financière puis économique génère chômage et régression sociale et oppose les plus précaires entre eux, entre les pays comme en leur sein.

La montée en puissance des idées réactionnaires et la recrudescence du fait religieux avec son lot de dérives sectaires mènent une opposition de plus en plus ouvertement déclarée aux idées des Lumières.

À quoi s’ajoute, le défi commun que nous lance une planète agressée de toute part, par la surexploitation de ses sols, le pillage de ses richesses et le réchauffement climatique auquel l’Afrique se trouve le plus durement et le plus injustement confrontée.

Ces éléments s’imbriquent, s’entremêlent et s’entrechoquent, produisant un cocktail détonnant dont les conséquences sont, au-delà même des actes sanglants, une exaspération des frustrations, une résurgence des égoïsmes, une montée du racisme et une réduction des droits sociaux, qui nourrissent, à leur tour, de nouvelles frustrations.

Sombre tableau me direz-vous. Certes, mais il est vital de le brosser pour l’affronter comme tel. Car, pour les gouvernements comme pour les sociétés civiles, il ne peut être question de demeurer au niveau des constats.

Nos différents continents sont confrontés à des défis majeurs qui imposent aux responsables politiques d’agir ; dans la contrainte de l’urgence, certes, mais aussi en prenant le temps nécessaire de la réflexion quant aux réponses structurelles à apporter.

Face à ces forces destructrices, il importe de définir quelle réponse nous pouvons apporter **ensemble**.

L’Histoire nous a donné tant de fois l’occasion de désespérer de l’humanité. Nous avons pourtant toujours trouvé la force de faire de ses enseignements douloureux, une source de progrès.

Mesdames, Messieurs,

Nous faisons donc face à des défis colossaux, vitaux pour notre modèle de société et dont les dimensions sont planétaires.

**Et la Francophonie ‑ notre Francophonie ‑, de par sa position et les principes qui la fondent, a un rôle majeur à jouer dans ce contexte**.

Car le champ d'action de l'Organisation internationale de la Francophonie a profondément évolué en quarante ans.

Il a très largement dépassé la mission de stricte promotion de la langue pour s’étendre, notamment, à la promotion de l’État de droit, de la coopération et des droits de l’Homme.

C’est ce qu’a d’ailleurs rappelé Madame la Secrétaire générale devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, en évoquant la défense du socle de valeurs humaines fondamentales - dont celle de tolérance ‑ que nous partageons.

Comme j’ai déjà eu l’occasion de le préciser à de nombreuses reprises, c’est dans ce contexte que plusieurs des institutions constitutives de la Francophonie peuvent contribuer à la constitution d’un large espace démocratique dans lequel les échanges culturels, sociaux et économiques se verront renforcés.

Mais si nous voulons que la Francophonie soit cet acteur entendu et respecté, elle se doit de prêcher d’exemple. **Elle doit être irréprochable en son sein et intransigeante sur ses valeurs**.

Elle se doit d’être :

* un espace démocratique où prévaut le respect des droits humains ;
* un espace où l’on promeut une citoyenneté critique et responsable ;
* un espace de tolérance et d’ouverture à d’autres cultures ;
* et un espace de progrès partagé, où l’on soutient l’épanouissement individuel, en offrant à toutes et à tous des chances égales d’émancipation sociale.

Il s’agit là d’autant de conditions *sine qua non* pour que la Francophonie réponde aux attentes de ses citoyens.

Mais pour assumer le rôle qui peut être le sien dans un monde en forte mutation, où la voie multilatérale est remise en question par les tenants du repli nationaliste et où les inégalités de développement persistent voire s’accroissent, il faut aussi que la Francophonie fasse le choix de l’anticipation et de la prospective.

Ceci implique, à mes yeux, de se positionner au centre des thématiques qui, demain, domineront l’agenda international. Au premier rang de celles-ci : la gouvernance du numérique et, oserai-je dire, la numérisation de la gouvernance.

Les transformations générées par cette révolution vont modifier en profondeur la vie des peuples et la manière de l’organiser politiquement. De nouveaux modes de gouvernance, multipartites, sont en train de se faire jour. Il s’agit d’en tenir compte. Nos combats paritaires, contre le radicalisme, pour l’égalité homme-femme et pour un développement harmonieux, passent par là.

Les premières initiatives prises en ce sens par la Francophonie sont prometteuses. Je pense, au plan de l’éducation, à l’Initiative pour le développement numérique de l’espace universitaire francophone (IDneuf) ou, sur le terrain économique, à la plate‑forme Finnov.

Mais nous pouvons aller plus loin. En mettant en commun nos plans numériques respectifs, nous pouvons ambitionner l’éclosion d’un nouveau modèle de développement et contribuer, comme aucune autre entité internationale, à la réussite de l’Agenda 2030 et des Objectifs du développement durable.

En conjuguant notre volonté et notre créativité, nous pouvons faire barrage à la réaction et au relativisme.

En promouvant nos acteurs numériques locaux, nous pouvons proposer des produits et des services innovants qui détermineront les marchés de demain.

En unissant nos efforts au sein des enceintes multilatérales, nous pouvons influencer de manière décisive l’architecture de la gouvernance internationale à l’ère numérique.

La Francophonie, soyons-en conscient, dispose de la masse critique, de la représentativité géographique et des ressources créatives suffisantes pour être un acteur majeur de l’avènement de ce monde nouveau.

Mesdames, Messieurs,

Nous parlons donc d’avenir et, comme le poète **Gabriel Celaya**, « *quand je parle d'avenir, ce n'est pas éventail d'utopies. Je ne pense qu'à l'enfant qui me regarde en face* ».

Ceci pour vous dire que les devoirs qui nous incombent nous rendent, avant tout, comptables de ce que nous ferons pour répondre aux besoins et aux aspirations **de notre jeunesse**.

Une jeunesse présente à l’ouverture du Sommet pour nous délivrer un message fort.

Une jeunesse que nous savons dynamique, passionnée et avide de progrès.

Une jeunesse qui attend des réponses en matière d’enseignement, d’emploi, de culture et de solidarité.

Une jeunesse qui entend que l’on veille à son avenir, dans l’attente de le prendre en main, pour le léguer à son tour, avec des perspectives qu’il incombe à chaque génération de rendre meilleures.

Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, pour conclure d’un mot, je dirai que notre responsabilité – d’homme politique, d’intellectuel, d’artiste, d’acteur social ou de citoyen ‑ est de construire et de propager un message ambitieux sur la richesse de la diversité face aux simplismes de toutes les démagogies.

Et de le faire en restant intransigeant sur nos valeurs communes qui sont le fondement de cette société démocratique et inclusive de toutes les différences.

Et je terminerai donc en reprenant les paroles de **Kofi Annan** qui, voici quinze ans déjà, déclarait à la tribune de l’Assemblée générale de l’ONU : « *La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat* ».

C’est la voie que nous entendons suivre au sein de la famille francophone, en nous y engageant tous ensemble, avec la force invincible de la solidarité qui nous unit et nous fait avancer dans le sens du progrès.

